

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 96 — 827

[C - 31117]

**7 MARS 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'occupation des travailleurs handicapés dans les ateliers protégés agréés par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 10°, 11°, 12° et 30;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 144;

Vu la décision réglementaire du 7 février 1964 déterminant les modalités et conditions d'agrément provisoire des ateliers protégés, modifiée par les décisions réglementaires des 23 mars 1973, 30 juin 1992 et 24 juin 1993;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, modifié par l'arrêté du 14 septembre 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, 1°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 16 janvier 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 14 février 1996;

Considérant qu'il est nécessaire de maîtriser le nombre de travailleurs handicapés dans les ateliers protégés et de garantir le bien-fondé de leur placement dans ces entreprises tout en leur permettant de répondre efficacement aux attentes de leurs partenaires économiques;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Fonds : le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

2° atelier protégé : atelier protégé agréé par le Fonds.

**Art. 3.** Chaque atelier protégé doit à partir du 1<sup>er</sup> février 1996 maintenir ses effectifs dans les limites suivantes :

1° le quota ou nombre maximum de travailleurs handicapés qui sont occupés sous contrat de travail ou d'employé ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour lesquels l'atelier protégé est susceptible de bénéficier d'interventions du Fonds, ne peut excéder le nombre maximum de travailleurs tel qu'il est fixé au tableau repris en annexe du présent arrêté;

2° le nombre de travailleurs qui sont soit des travailleurs handicapés pour lesquels l'atelier protégé n'est pas susceptible de bénéficier d'interventions du Fonds, soit des travailleurs valides, et qui sont occupés sous contrat de travail ou d'employé ou sous tout autre statut ne peut excéder 20 % du quota.

Ce nombre ne comprend pas le personnel d'encadrement à l'exception des moniteurs, pour lequel des interventions du Fonds sont octroyées.

**Art. 4.** Si au 1<sup>er</sup> février 1996, le nombre de travailleurs visé à l'article 3, 2° dépasse les 20 % prévus, l'atelier protégé est tenu d'atteindre cette proportion au fur et à mesure des départs naturels.

**Art. 5.** Pour l'ensemble des ateliers protégés, le nombre de travailleurs handicapés qui sont occupés sous contrat de travail ou d'employé ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour lesquels les ateliers protégés sont susceptibles de bénéficier d'interventions du Fonds, ne peut excéder la somme des quotas établis en vertu de l'article 3, augmentée de 80.

Ce nombre est appelé quota global.

**Art. 6.** Chaque année, par atelier protégé, sur base des nombres de travailleurs handicapés qui sont occupés sous contrat de travail ou d'employé ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour lesquels l'atelier protégé est susceptible de bénéficier d'interventions du Fonds, tels que recensés au 31 mars et au 30 juin, le quota sera revu à la baisse pour autant qu'à ces dates, ces nombres soient inférieurs d'au moins 5 unités au quota alors en vigueur.

Le nouveau quota correspond au nombre le plus élevé dont question ci-dessus augmenté de 5 unités.

Il entre en application chaque 1<sup>er</sup> juillet.

Toute modification d'un quota à la baisse est sans effet sur le quota global établi à l'article 5.

**Art. 7.** Chaque atelier protégé peut, à tout moment de l'année, demander par lettre recommandée auprès du Fonds l'augmentation de son quota. Il appuiera sa demande de justifications et de perspectives économiques réalistes établissant le bien-fondé de sa demande.

Le Fonds accorde ou refuse la demande. Il notifie sa décision à l'atelier protégé par lettre recommandée à la poste dans les quinze jours de sa réception pour autant qu'il dispose de tous les renseignements suffisants.

Tout nouveau quota ne peut alors être accordé que dans les limites du quota global établi à l'article 5.  
Il entre en application à la date de réception de la demande auprès du Fonds.

Aucune augmentation ne sera accordée dans le cas où l'atelier protégé ne remplit pas la condition reprise à l'article 3, 2°.

**Art. 8.** A partir du 1er avril 1996, les ateliers protégés ne peuvent embaucher des personnes handicapées admises au bénéfice d'une réglementation relative à l'intégration des personnes handicapées et n'ayant jamais été occupées dans un atelier protégé agréé par le Fonds qu'avec l'accord préalable de l'administration régionale ou communautaire compétente pour l'intégration des personnes handicapées concluant au bien-fondé de leur mise au travail en atelier protégé.

Le Fonds communique aux ateliers protégés l'existence éventuelle de contre-indications professionnelles.

**Art. 9.** Est abrogé l'article 1er bis de la décision réglementaire du 7 février 1964 déterminant les modalités et conditions d'agrément provisoire des ateliers protégés, modifiée par les décisions réglementaires des 23 mars 1973, 30 juin 1992 et 24 juin 1993.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er février 1996.

Bruxelles, le 7 mars 1996.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,  
Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,  
Président du Collège

Annexe à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'occupation des travailleurs handicapés dans les ateliers protégés agréés par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle

Numéro d'agrément de l'atelier protégé	Nom	Quota au 01.02.96
3	O.N.A.	30
6	A.P.A.M.	120
9	Chainon	66
10	Espoir	111
11	Ouvroir	40
14	Ligue Braille	86
17	A.B.P.	54
18	A.P.R.E.	115
131	Renaltre	135
132	Manufast	180
172	Jeunes Jardiniers	90
181	Travail et Vie	310
185	Serre-Outil	40
186	Pak 1	109
194	Nos Pilifs	62
195	Paris	30
199	Travco	85

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'occupation des travailleurs handicapés dans les ateliers protégés agréés par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,  
Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,  
Président du Collège

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 96 - 827

[C - 31117]

**7 MAART 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bezettingsnormen van gehandicapte werknemers in de beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op de artikelen 6, 10°, 11°, 12° en 30;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapte personen, inzonderheid op het artikel 144;

Gelet op de reglementaire beslissing van 7 februari 1964 tot bepaling van de modaliteiten en voorwaarden voor de voorlopige erkenning van beschutte werkplaatsen, gewijzigd door de reglementaire beslissingen van 23 maart 1973, 30 juni 1992 en 24 juni 1993;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden van haar leden;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van haar werking en tot ondertekening van haar akten, gewijzigd door het besluit van 14 september 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op het artikel 3, 1°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 januari 1996;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 14 februari 1996;

Overwegende dat het noodzakelijk is het aantal gehandicapte werknemers in de beschutte werkplaatsen binnen de perken te houden en de gegrondheid van hun plaatsing in deze ondernemingen te waarborgen, waarbij het hen mogelijk wordt gemaakt op een doeltreffende wijze tegemoet te komen aan de verwachtingen van hun economische partners;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

1° Fonds : het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces;

2° beschutte werkplaats : door het Fonds erkende beschutte werkplaats.

**Art. 3.** Elke beschutte werkplaats moet vanaf 1 februari 1996 haar personeelsbestand behouden binnen de volgende grenzen:

1° het quotum of maximum aantal gehandicapte werknemers die een arbeids- of bediendencontract hebben of aangeworven zijn krachtens artikel 78 van het Koninklijk Besluit van 25 november 1991 houdende de reglementering van de werkloosheid en voor dewelke de beschutte werkplaats de tussenkomst kan genieten van het Fonds, mag niet meer bedragen dan het maximum aantal werknemers zoals vastgesteld in de tabel welke bijgevoegd is in de bijlage van onderhavig besluit;

2° het aantal werknemers die ofwel mindervalide zijn en waar de beschutte werkplaats niet kan genieten van de tussenkomst van het Fonds, ofwel valide zijn en die een arbeids- of bediendencontract hebben of aangeworven zijn onder een ander statuut, mag niet meer bedragen dan 20% van het quotum.

Dit aantal omvat niet het leidinggevend personeel, met uitzondering van de monitoren, voor dewelke de tussenkomsten van het Fonds worden toegekend.

**Art. 4.** Als op 1 februari 1996 het in artikel 3, 2° bedoelde aantal werknemers de voorziene 20% overschrijdt, dan moet de beschutte werkplaats deze verhouding geleidelijk aan bereiken in functie van natuurlijke afvloeiingen.

**Art. 5.** Voor alle beschutte werkplaatsen mag het aantal gehandicapte werknemers die een arbeids- of bediendencontract hebben of die aangeworven zijn krachtens artikel 78 van het Koninklijk Besluit van 25 november 1991 houdende de reglementering van de werkloosheid en voor dewelke de beschutte werkplaatsen de tussenkomst kunnen genieten van het Fonds, niet hoger liggen dan de som van de quota vastgesteld krachtens artikel 3, verhoogd met 80.

Dit aantal is een globaal quotum.

**Art. 6.** Elk jaar zal het quotum, per beschutte werkplaats, op basis van het aantal gehandicapte werknemers die een arbeids- of bediendencontract hebben of tewerkgesteld zijn krachtens artikel 78 van het Koninklijk Besluit van 25 november 1991 houdende de reglementering van de werkloosheid en voor dewelke de beschutte werkplaats de tussenkomst kan genieten van het Fonds, zoals dat werd vastgesteld op 31 maart en op 30 juni, naar beneden toe worden herzien voor zover deze aantallen op die data, tenminste 5 eenheden minder tellen dan het vigerende quotum.

Het nieuwe quotum komt overeen met hoogste aantal waarvan hierboven sprake, vermeerderd met 5 eenheden.

Het is van toepassing vanaf iedere 1e juli.

Iedere wijziging aan een quotum naar beneden toe is zonder gevolg op het in artikel 5 vastgestelde globaal quotum.

**Art. 7.** Iedere beschutte werkplaats kan, op elk ogenblik van het jaar, bij aangetekend schrijven, een verhoging vragen van haar quotum bij het Fonds. Zij zal haar aanvraag vergezellen van de bewijstukken en van realistische economische vooruitzichten welke de gegrondheid van haar aanvraag bevestigen.

Het Fonds keurt de aanvraag goed of weigert deze. Het maakt haar beslissing aan de beschutte werkplaats kenbaar d.m.v. een bij ter post aangetekende brief binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan voor zover zij beschikt over alle nodige inlichtingen.

Elk nieuw quotum kan slechts worden toegekend binnen de grenzen van het in artikel 5 vastgesteld globaal quotum.

Het is van toepassing op de datum van ontvangst van de aanvraag bij het Fonds.

Geen enkele verhoging zal worden toegestaan in het geval dat de beschutte werkplaats de in artikel 3, 2° gestelde voorwaarde niet vervult.

**Art. 8.** Vanaf 1 april 1996 mogen de beschutte werkplaatsen geen gehandicapten meer in dienst nemen welke genieten van een reglementering inzake de integratie van gehandicapte personen en welke nooit hebben gewerkt in een beschutte werkplaats die erkend is door het Fonds, tenzij met het voorafgaand akkoord van het gewestelijk of communautair bestuur dat bevoegd is voor de integratie van gehandicapte personen en welk beslist over de gegrondheid van hun tewerkstelling in een beschutte werkplaats.

Het Fonds deelt aan de beschutte werkplaatsen het bestaan mee van eventuele professionele onverenigbaarheden.

**Art. 9.** Wordt opgeheven artikel 1bis van de reglementaire beslissing van 7 februari 1964 tot bepaling van de modaliteiten en de voorwaarden voor voorlopige erkenning van de beschutte werkplaatsen, gewijzigd door de reglementaire beslissingen van 23 maart 1973, 30 juni 1992 en 24 juni 1993.

**Art. 10.** Onderhavig besluit treedt in werking op 1 februari 1996.

Brussel, 7 maart 1996.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

Bijlage bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de bezettingsnormen van gehandicapte werknemers in de beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

Erkenningsnummer van de beschutte werkplaats	Naam	quotum op 01.02.96
3	O.N.A.	30
6	A.P.A.M.	120
9	Chainon	66
10	Espoir	111
11	Ouvroir	40
14	Braille Liga	86
17	A.B.P.	54
18	A.P.R.E.	115
131	Renaitre	135
132	Manufast	180
172	Jeunes Jardiniers	90
181	Travail et Vie	310
185	Serre-Outil	40
186	Pak 1	109
194	Nos Piliés	62
195	Paris	30
199	Travco	85

Gezien om toegevoegd te worden aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de bezettingsnormen van gehandicapte werknemers in de beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College